

LES PROPOSITIONS DE L'UMP POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Le programme de l'UMP en matière d'environnement et de développement durable est à l'image de son action au gouvernement depuis 5 ans : des incantations nombreuses pour l'affichage et des mesures éculées et inefficaces. Alors que l'urgence écologique implique une action publique résolue et une modification radicale de nos modes de production et de consommation, l'UMP persiste à vouloir faire du marché l'alpha et l'oméga de l'économie, et s'entête dans une vision productiviste particulièrement prégnante en matière agricole par exemple.



développement durable

présentation critique des propositions de l'UMP

1 / 2

MOUVEMENT DES JEUNES SOCIALISTES DU RHONE

65, cours de la Liberté
69003 Lyon
mjs.rhone@gmail.com
mjs69.fr



On peut craindre que les mesures de son programme politique : “*d’achats publics systématiquement éco-responsables*”, de redevance pour l'utilisation du réseau routier et autoroutier par les camions, ou de mise en avant des circuits courts et de verdissement de la fiscalité par exemple, ne soient que des effets d'annonce comme le prouvent l'abandon des éventuels péages urbains, de la taxe sur le contenu carbone des produits industriels importés depuis des pays hors Protocole de Kyoto annoncés récemment, ou le bonus-malus sur les véhicules neufs.

a. Du bilan au programme

La seule avancée dont peut éventuellement se targuer la droite, et encore elle n'a été suivie d'aucun effet pratique, est le vote de la Charte de l'environnement. Pour le reste, l'action des différents gouvernements caractérise d'abord par de multiples reculs devant les lobbies de tous ordres, qu'il s'agisse de l'énergie, des OGM, de l'eau ou de la lutte contre le changement climatique.

b. Un bilan consternant et des lobbies tout puissants

- Loi sur l'eau vidée de son contenu, Plan climat sans mesure contraignante et nouveau Plan national d'allocation des quotas d'émission encore plus laxiste pour les industriels.
- Affaiblissement politique du Ministère de l'environnement et forte réduction de ses crédits (dont ceux de l'ADEME), suppression des subventions aux transports collectifs en site propre,
- Construction d'un nouveau réacteur nucléaire EPR sans débat ni perspectives fortes pour les énergies renouvelables, filière éolienne entravée par des obstacles administratifs accrus.
- Discrédit international avec l'équipée du Clémenceau au mépris de la Convention de Bâle sur les déchets dangereux,
- Projet de loi sur les OGM au service des producteurs, absence de volonté et de moyens en matière de préservation de la biodiversité.

c. Changement climatique : la France ridiculisée

L'UMP affirme que "la lutte contre le changement climatique est la priorité des priorités" mais depuis cinq ans, la droite a démantelé les outils de la politique publique, sabré les budgets et affaibli des structures aussi essentielles que l'ADEME ou la Mission interministérielle contre l'effet de serre. Elle a présenté un plan climat sans moyens et sans ambition. Elle s'est récemment ridiculisée en présentant à Bruxelles un plan national d'allocation des quotas particulièrement indigent et indigne du devoir d'exemplarité de la France dans ses engagements nationaux, comme de son devoir de solidarité internationale.

Transports : *un vrai tête-à-queue impossible à prendre au sérieux*

L'UMP prône aujourd'hui des transports non polluants ou le développement des transports collectifs, mais depuis cinq ans, on constate :

Des transports collectifs à l'abandon : suppression des crédits prévus par l'Etat pour financer les transports collectifs en site propre ; désengagement continu de l'Etat concernant la SNCF et recul constant du service public ferroviaire ; désengagement de l'Etat des contrats de plan, dans le financement des infrastructures et dans l'entretien du réseau ; filialisation de nombreux services ; suppression de liaisons voyageurs ; suppression du transport des marchandises par voie ferrée pour de nombreuses firmes ; transferts sans compensation de

grandes lignes aux régions; appropriation par l'Etat du produit des ventes de patrimoine de RFF.

Toujours plus de routes : développement du transport routier des marchandises, priorité aux investissements routiers sur ceux des transports en commun et privatisation des auto-routes.

d. Energie et agriculture : productivisme à tout crin

Les questions liées à la sécurité et au traitement des déchets nucléaires ne sont abordées que, sous l'angle du droit à l'information des citoyens comme si cela ne devrait pas d'ores et déjà être le cas.

Les biocarburants sont présentés par l'UMP comme une solution miracle pour les transports et une source d'espoir pour notre agriculture. Au-delà des questions de fond sur les mérites réels des biocarburants qui restent à débattre, ils ne pourront, en tout état de cause, qu'être un élément parmi d'autres pour favoriser la diversification de la production agricole. Aujourd'hui, l'agriculture a surtout besoin d'une rupture avec le modèle productiviste au profit d'une agriculture de qualité et de proximité, et d'un développement de l'agriculture biologique. Les agriculteurs doivent voir reconnue l'importance de leurs différentes fonctions ; économique bien sûr, mais aussi sociale et écologique, ce qui passe par le retour à une contractualisation intelligente.

e. OGM et biodiversité

Le programme de l'UMP explique que « le service rendu par les OGM n'est toujours pas probant au regard des risques et des inquiétudes qu'ils soulèvent. » C'est pourtant une politique diamétralement opposée à cette affirmation qu'a conduite l'UMP depuis 2002. Après le moratoire longtemps appliqué en Europe à l'instigation du gouvernement Jospin, les reculades successives des gouvernements de droite ont favorisé la dissémination dans de nombreux endroits en France et conduit 19 régions à voter contre les essais OGM en plein champ. Le Projet de loi du gouvernement de Villepin sur les OGM exonère de toute responsabilité les firmes productrices.

Le chapitre traitant de la biodiversité n'est traité que sous l'angle de la menace climatique alors même que les trois questions les plus prégnantes ne sont pas traitées :

- L'étalement urbain qui menace les espaces, pas plus que l'aménagement durable du territoire et les politiques publiques qu'il nécessite, ce qui n'est guère étonnant quand on sait que l'UMP a supprimé la DATAR pour en faire une délégation à la compétitivité.
- La colonisation des milieux par des espèces importées ou des organismes génétiquement modifiés,
- Le pillage des ressources des pays en développement et le brevetage du vivant par des multinationales aux visées strictement mercantiles.

f. Santé-environnement

L'UMP prétend que la santé environnementale est une de ses préoccupations majeures. Pourtant, ses actions en matière d'OGM, de pesticides dans le projet de loi sur l'eau et la multiplication des chausse-trappes à l'encontre du projet de directive REACH, infirment cette affirmation. Il suffit de rappeler que le fameux bonus-malus à l'achat des véhicules neufs du plan santé-environnement du gouvernement a été abandonné au bout de quatre jours !

A qui l'UMP veut-elle faire croire qu'on arrivera à " une société de la modération" dont elle reconnaît la nécessité, en faisant confiance au marché et la concurrence à tout crin ? La pratique montre que les vraies percées écologiques ne se font que sur la base de régulations publiques fortes, que ce soit dans les domaines de l'énergie, de l'habitat (plan pour l'habitat écologique), des transports (développement du ferroutage et des transports collectifs) ou de l'urbanisme.



développement durable

présentation critique des propositions de l'UMP

2 / 2

MOUVEMENT DES JEUNES SOCIALISTES DU RHONE

65, cours de la Liberté
69003 Lyon
mjs.rhone@gmail.com
mjs69.fr

